

## Difficiles mais indispensables réformes structurelles

Intervention d'Olivier KLEIN

à l'occasion des « journées de l'économie » à Lyon - novembre 2013.

En France, le potentiel de croissance annuelle est d'environ 0,5-0,7 %. C'est très faible. Or, la croissance s'avère cruciale pour augmenter le niveau de vie, permettre d'abaisser les déficits publics et équilibrer les systèmes sociaux sans drame, donc mettre sous contrôle l'endettement public sans violente cure d'austérité. Et les réformes structurelles sont le passage obligé pour augmenter le potentiel de croissance.

Des pays comme les pays nordiques et le Canada notamment ont enclenché ces réformes dans les années 90, de façon très réussie. L'Allemagne dans la première moitié des années 2000, avec succès également. L'Espagne et le Portugal les mènent activement, mais en pleine crise et le coût social, au moins à court terme, en est de ce fait très élevé. En France, quelle que soit la couleur du gouvernement, ces réformes structurelles sont très difficiles à mettre en place. Pourtant il existe une convergence d'idées dans tous les rapports publiés, rapports Camdessus, Pébereau, Gallois, Attali 1 et 2. Au fond, et si l'on passe sur les détails, tout le monde exprime la même chose, qui correspond d'ailleurs à l'analyse économique tant théorique qu'empirique : le potentiel de croissance d'une économie est déterminé à moyen terme par les gains de productivité du travail, autrement dit avec le progrès technique et l'intensité capitaliste, qu'aiguillonne la concurrence, et avec l'augmentation de la population active.

\* \*

\*

Quelques idées méritent donc d'être rappelées :

1 - Le coût du travail est crucial pour la compétitivité d'une économie, mais uniquement rapporté à la productivité du travail. En Allemagne, le coût du travail en moyenne n'est que légèrement inférieur à celui de la France, mais ce pays bénéficie d'une économie compétitive avec une balance courante largement excédentaire, une croissance assez élevée et un chômage faible. En France, avec un coût de travail seulement légèrement plus élevé, on a l'inverse. C'est lié à un coût du travail diminué des gains de productivité qui a fortement augmenté en France dans les années 2000 par rapport à l'Allemagne et à une gamme et qualité moyennes de la production française, alors qu'outre-Rhin la spécialisation s'est plutôt faite sur le haut de gamme.

L'accroissement de la productivité du travail est un facteur de croissance économique et d'augmentation des revenus sans perte de compétitivité. Cela nécessite de la recherche-développement et de l'investissement. Pour cela, encore faut-il bénéficier d'un taux de

profit suffisant dans les entreprises. Or, depuis 10 ans, la France est l'un des très rares pays de l'OCDE à avoir vu baisser son excédent brut d'exploitation sur valeur ajoutée, donc le taux de profit de ses entreprises. Cette situation ne facilite pas l'investissement, la modernisation, l'innovation, ni la montée en gamme. Pour inciter à l'innovation, il faut également accroître la concurrence dans certains secteurs encore trop protégés. Pour les personnes à faible qualification, rechercher un coût du travail plus bas est indispensable à leur emploi. Là-encore, les études empiriques le démontrent clairement. Cet abaissement peut se faire soit par les charges sociales, soit par le salaire lui-même, en complétant alors le revenu par des prestations sociales adaptées pour assurer un niveau de vie décent.

2 - L'augmentation de la population active, déterminant important de la croissance économique de long terme, doit conduire notamment à une réforme des retraites par augmentation du nombre d'années de cotisation, afin d'accroître la population en âge de travailler. Ce sera d'ailleurs la seule façon, comme l'ont déjà fait tant d'autres pays européens, de stimuler la croissance ; tout abaissement du niveau des retraites comme tout prélèvement additionnel sur les actifs a un effet dépressif sur l'économie.

Il faut également accélérer l'incitation à retrouver un emploi. Or, il existe une corrélation très solide entre le taux de chômage et la longueur, le niveau et surtout la dégressivité de la protection du chômage. Cette réforme ne peut qu'aller de pair avec une meilleure formation et un accompagnement amélioré du retour à l'emploi. Il s'agit ici de développer la « flexi-sécurité ».

3 - L'augmentation du potentiel de croissance et de la compétitivité passe aussi par la recherche d'un service public plus efficient, c'est-à-dire du meilleur rapport entre l'utilité et la qualité du service public et le niveau des dépenses publiques. Or, en France, nous sommes sur le podium européen des dépenses publiques comme des prélèvements obligatoires sur PIB, mais pour un service public rendu (sécurité sociale - collectivités locales - Etat) dans la moyenne de l'Europe. Autrement dit, l'efficacité n'est pas au rendez-vous et les réformes s'imposent.

Si une très grande majorité d'économistes s'accorde sur ces réformes, pourquoi éprouve-t-on tant de difficultés à les réaliser en France ? Quelles raisons institutionnelles l'expliquent ? Tout d'abord, cette résistance provient sans doute d'une culture conflictuelle historiquement et d'un Etat hyperpuissant, centralisateur, de Louis XI en passant par Colbert, Louis XIV et Napoléon, à la France d'après-guerre, avec une reconstruction dirigée par l'Etat - et très réussie d'ailleurs - et la constitution d'une élite d'Etat. Cette centralisation, qui a certainement été un facteur de la puissance française, est moins adaptée à la société et à l'économie du XXIème siècle, globalisées, organisées en réseaux et qui bousculent les hiérarchies verticales. Par son omniprésence, l'Etat intermédiaire la relation entre chacun et la société, entre chacun et les autres. Au lieu de se sentir responsable face à la collectivité, le particulier comme souvent le chef d'entreprise exprime une forte demande d'Etat. L'Etat sert alors de maman surprotectrice, dès l'apparition d'un obstacle ou d'un problème, conduisant ainsi à donner aux Français le record du monde de la consommation d'anxiolytiques comme de la vision pessimiste de leur avenir collectif. Et l'on refuse alors les réformes, méfiant quant à la réalité de l'effort des autres et questionnant l'incapacité de l'Etat à prendre en charge tous les problèmes. Simultanément, il existe en France des

groupes d'intérêt plutôt corporatistes, cherchant avant tout à défendre leurs propres intérêts et des syndicats trop faiblement représentatifs dans les entreprises privées. Ces deux traits caractéristiques expliquent un vide de construction du social. On obtient ainsi une sorte de « social corporatisme », doublé de « social technocratie », comme l'écrivait récemment Denis Olivennes. Ainsi, chacun a des difficultés à penser symétriquement à ses devoirs comme à ses droits et à accepter les réformes qu'il faudrait pourtant faire pour justifier et protéger la protection sociale, la croissance et le bien-être.

Enfin, sans aucunement prétendre à l'exhaustivité, une des causes des difficultés à réformer repose certainement sur un mélange culturel historique qui fait souvent de la compassion l'alpha et l'oméga de la pensée politique et médiatique, loin des analyses empiriques et rationnelles des causes et des effets des phénomènes sociaux et économiques rencontrés. D'ailleurs Bossuet déjà ne disait-il pas que « Dieu rit de ceux qui déplorent les effets tout en chérissant les causes » ?

Ma part d'optimisme : il semble que, de plus en plus, les Français ont conscience de la fin inéluctable de l'Etat tout puissant dans le monde actuel. Ils comprennent également, forts des exemples étrangers, que le niveau de la protection sociale et des services publics a été artificiellement maintenu depuis longtemps par un endettement public croissant, aujourd'hui insoutenable. Sont donc mieux appréhendés les efforts à réaliser pour protéger l'essentiel, une société équitable, qui favorise tout à la fois le vivre ensemble et l'envie d'entreprendre, à haut niveau de vie et à forte protection sociale. Reste aux gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, à expliquer le sens et la nécessité des réformes, à en trouver la bonne programmation et le bon accompagnement et à en assurer la justice dans l'application.